

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article7137>

Gardons le cap d'une politique industrielle ambitieuse !

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : mardi 4 mars 2008

Spyworld Actu

Selon Bernard Carayon, député (UMP) du Tarn, président de la fondation d'entreprises Prometheus, « en ces temps de folie financière, l'industrie apparaît comme une valeur sûre, rassurante ».

À l'heure où l'industrie connaît, une nouvelle fois, une succession de crises graves pour nos emplois, pour la vitalité de nos territoires, une mise en perspective politique s'impose. Face aux drames humains, à la détresse économique, le président de la République est monté au créneau. Il a prôné une « politique industrielle décomplexée » à La Rochelle, rappelé, à Gandrange, qu'« un pays qui n'a plus d'usines est un pays qui n'a plus d'économie », et proposé, dans le Pas-de-Calais, la création d'un fonds de réindustrialisation, en partenariat avec les industriels.

Le président de la République a créé un contexte favorable à la réconciliation des intérêts entre les entreprises et l'État. Il a donné le cap : soyons pragmatiques. Il faut, en France, une politique industrielle ambitieuse. Réconcilier le partenariat entre les entreprises et l'État, au service d'intérêts réciproques, comme pour Alstom et Sanofi en 2004. Avant les autres, il a vu juste.

Toutes les grandes nations libérales ont une politique d'intervention de l'État. La politique industrielle, d'abord, donne du sens. En ces temps de folie financière, l'industrie apparaît comme une valeur sûre, rassurante. Parce que l'industrie, c'est l'« économie réelle ». L'homme au coeur du système économique, sa production au coeur du dynamisme et de la stabilité des territoires, la morale au coeur du capitalisme. Le président de la République en a fait une de ses exigences pendant la campagne électorale. Et la politique industrielle est, par essence, politique. Politique de recherche à laquelle s'adosse une vision d'avenir ; politique stratégique dans les secteurs où nos dépendances sont nos servitudes, et nos émancipations vitales. La France multiplie, en ce domaine, les titres de champion : dans les nouvelles technologies, l'énergie, la défense, l'aéronautique, la santé, les réseaux, le spatial...

Les secteurs industriels, français et européens, connaissent un regain d'attention lorsqu'ils sont en crise. Longtemps négligés, ils restent des gisements importants de richesse et d'emploi. Ils doivent être précieusement protégés des crises boursières et des spéculateurs sans foi ni loi. La mondialisation génère, à côté de promesses extraordinaires, des angoisses et des catastrophes humaines. Notre meilleure réponse, c'est le volontarisme politique porteur de démocratie, de justice sociale et d'avenir pour notre économie.

La présidence française de l'Union européenne offre l'opportunité de faire accepter à nos partenaires des stratégies industrielles communes au bénéfice d'une politique de compétitivité et de technologie. Avec un principe : la réciprocité pour lutter à armes égales. Réciprocité d'ouverture, et non de fermeture. La réciprocité, ce n'est pas le protectionnisme : c'est même l'inverse, et le bon sens ! Le Marché unique européen reste le plus ouvert au monde ; dans certains cas, le plus offert. Les entreprises européennes sont souvent soumises à la concurrence d'entreprises étrangères sur le marché européen, alors même que ces dernières bénéficient de marchés domestiques protégés.

À l'instar de ses interventions en faveur du traité de Lisbonne, Nicolas Sarkozy peut montrer, à la Communauté européenne, le chemin d'une vraie volonté politique. Celle qu'il a exprimée les jours derniers, de La Rochelle à Gandrange, à la rencontre des femmes et des hommes qui constituent, aujourd'hui, notre richesse industrielle.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/debats/2008/...>